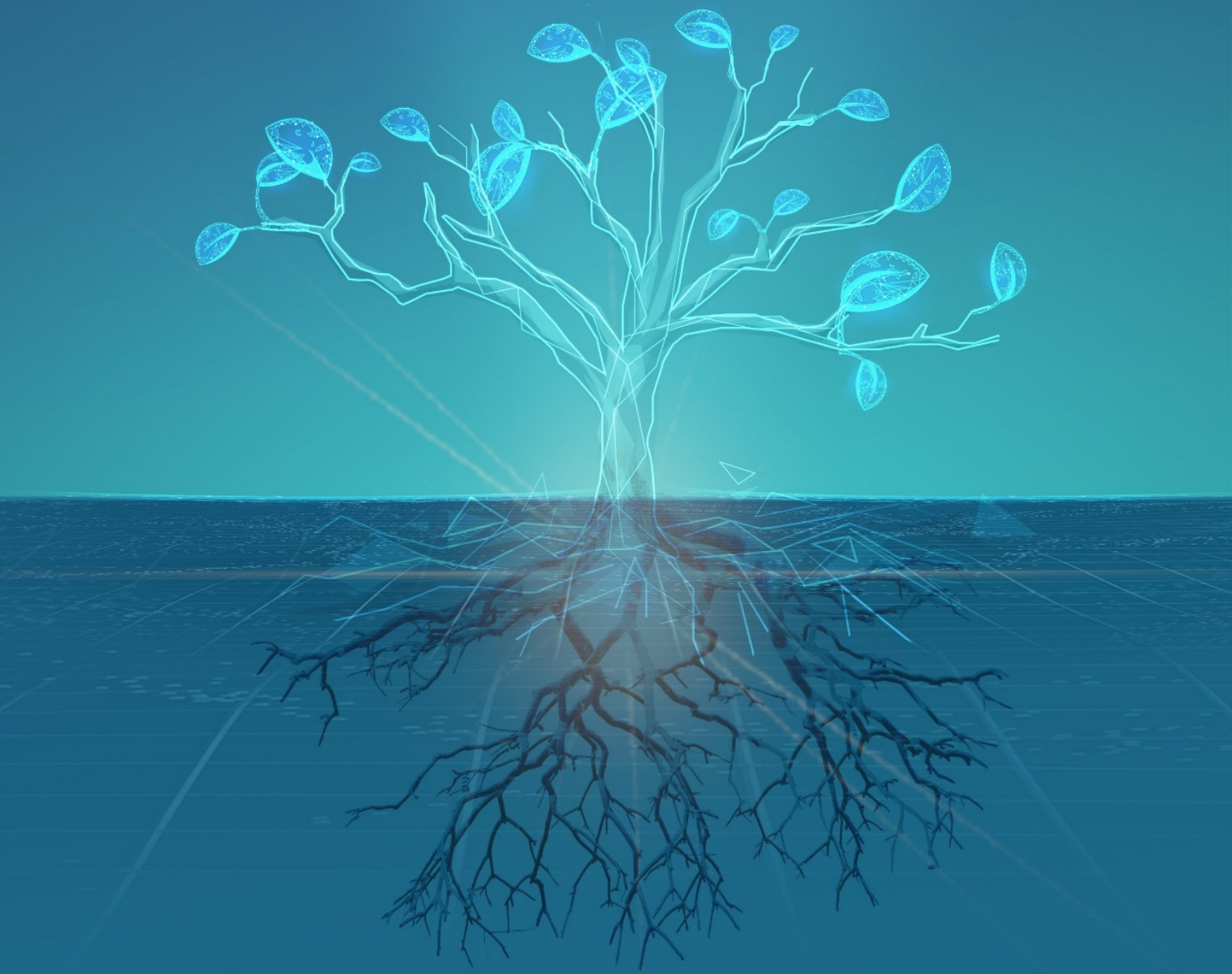
Les Cahiers de IRAFPA

Institut de Recherche et d'Action sur la Fraude et le Plagiat Académiques

Vol. 2, N° 1

2024



M

Cahiers méthodologiques

Genève, 31 décembre 2024

Institut International de Recherche et d'Action sur la Fraude et le Plagiat Académiques (IRAFPA)

Site web : https://irafpa.org

Adresse postale :

IRAFPA c/o Tal Schibler, DGE Avocats

Rue Bartholoni 6

1204 Genève

Suisse

ISSN : 2813-7787

DOI : https://doi.org/10.56240/irafpa.cm.v2n1/

Licence Creative Commons

https://doi.org/10.56240/irafpa.cm.v2n1/edi

Éditorial

Paulo Peixoto, IRAFPA, Université de Coimbra (Portugal)

Orcid : 0000-0003-2275-667X

La question de l'intégrité académique et de ses implications éthiques, juridiques et stratégiques se trouve aujourd'hui au cœur des défis contemporains des institutions d'enseignement supérieur et de recherche. Ce numéro explore, à travers des perspectives variées, l'impact des nouvelles technologies, la pression croissante exercée sur les chercheurs, et les rôles de divers acteurs dans la préservation de l'intégrité intellectuelle et académique.

Ces enjeux prennent une importance accrue dans un contexte marqué par l'accélération des mutations technologiques et sociales. L'émergence d'outils comme l'intelligence artificielle générative et les transformations des modèles de publication scientifique transforment profondément les pratiques académiques. Parallèlement, des pressions systémiques telles que la course à la publication (« publish or perish ») et la concurrence internationale exacerbent les tensions sur les acteurs du monde académique. Ce contexte de changement rapide soulève des questions sur la durabilité et l'équité des pratiques institutionnelles, ainsi que sur leur alignement avec les valeurs fondamentales de la recherche et de l'éducation.

En outre, les scandales liés au plagiat, à la fraude académique et aux revues prédatrices ont accru la méfiance du public envers les institutions de recherche, menaçant leur légitimité sociale. Les décideurs politiques, les leaders académiques et les communautés scientifiques se retrouvent confrontés à la nécessité de renforcer les cadres éthiques et juridiques pour protéger non seulement la crédibilité de leurs travaux, mais aussi la confiance collective dans la science comme moteur de progrès social et économique. Ce numéro s'inscrit dans cette réflexion en offrant une analyse multidimensionnelle des défis actuels et des solutions envisageables pour promouvoir une culture d'intégrité académique.

Tout d'abord, Hervé Maisonneuve examine avec acuité les pratiques mercantiles et les dérives éditoriales qui érodent progressivement la crédibilité de la recherche scientifique. Il met en évidence les mécanismes par lesquels des acteurs mercantiles exploitent les failles du système académique, notamment à travers la prolifération des revues prédatrices et des revues de complaisance. Ces dernières, souvent gérées par des éditeurs peu scrupuleux, attirent les chercheurs par des promesses de publication rapide et facile, au prix d'une évaluation scientifique déficiente ou totalement absente. Le phénomène, exacerbé par la pression intense de publication imposée par le paradigme « *publish or perish* », contribue à diluer les standards scientifiques et à fragiliser l'intégrité des savoirs produits.

À travers des études de cas détaillées, Maisonneuve illustre les conséquences directes et indirectes de ces pratiques sur la communauté scientifique et la société en général. Parmi les effets délétères, il pointe notamment la perte de confiance du public envers les institutions de recherche, le gaspillage de ressources dans des projets fondés sur des résultats non fiables, et la marginalisation de chercheurs légitimes au profit de ceux qui privilégient la quantité sur la qualité. L'auteur alerte également sur l'émergence de nouveaux acteurs, comme les « moulins à articles » (*paper mills*), qui industrialisent la production de faux articles scientifiques. Ce constat souligne l'urgence de repenser les cadres éthiques et juridiques de la publication scientifique, afin de préserver la crédibilité de la recherche et d'assurer son rôle central dans le progrès collectif.

Alexandre Zollinger explore de manière approfondie le développement rapide de l'intelligence artificielle générative et ses répercussions dans le monde académique. Il s'intéresse particulièrement aux questions complexes qu'elle soulève, telles que la paternité des travaux produits avec l'aide de ces outils et les défis liés à leur usage éthique et responsable. Avec la prolifération d'outils comme ChatGPT et autres systèmes de génération de contenu, les frontières entre contributions humaines et automatiques deviennent floues, suscitant des interrogations sur la reconnaissance des auteurs réels et sur la transparence dans les travaux académiques. Ces innovations, bien qu'elles offrent un potentiel considérable pour accélérer certaines étapes de la recherche, introduisent également des risques de biais, de désinformation et de tricherie, notamment lorsqu'elles sont utilisées sans discernement.

Zollinger met également en lumière les lacunes des cadres juridiques actuels face à ces évolutions technologiques. Si le plagiat est une infraction bien définie dans la sphère académique, l'usage non déclaré d'IA générative ne s'intègre pas aisément dans les catégories juridiques existantes. L'absence de réglementation claire sur ces pratiques ouvre la voie à des abus qui menacent l'intégrité des productions scientifiques. Pour répondre à ces défis, l'auteur plaide en faveur d'une approche synergique qui allie éthique et droit, afin de garantir que l'utilisation de ces outils soit transparente, équitable et respectueuse des standards académiques. Il insiste notamment sur la nécessité de développer des obligations de transparence, telles que la déclaration explicite de l'utilisation de ces technologies dans les travaux publiés, et d'encourager l'adoption de pratiques responsables au sein des institutions. En proposant des pistes de solutions prospectives, Zollinger invite la communauté académique et les décideurs à anticiper les impacts de ces technologies pour préserver la crédibilité et la qualité des savoirs produits.

Ludovic Jeanne élargit significativement la discussion en proposant une analyse de l'intégrité académique à travers le prisme de la responsabilité sociétale académique et de l'intelligence économique. Il met en lumière la manière dont ces dimensions interagissent dans le contexte contemporain, où les institutions d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) jouent un rôle clé dans la production et la diffusion des connaissances, tout en étant de plus en plus dépendantes de financements externes, tant publics que privés. Cette interdépendance accroît leur exposition aux risques liés à la fraude académique, rendant indispensable une réflexion stratégique sur l'intégrité intellectuelle au-delà des simples enjeux éthiques.

En introduisant le concept de continuum « Enseignement Supérieur – Recherche – Innovation » (ESRI), Jeanne démontre que l'intégrité académique ne concerne pas uniquement les établissements d'enseignement supérieur, mais qu'elle s'étend à l'ensemble des acteurs impliqués dans la production et l'application des savoirs scientifiques, notamment les entreprises, les décideurs publics et les ONG. Ce continuum, selon lui, repose sur des processus interdépendants : la transmission de savoirs, leur application dans des contextes innovants, et leur diffusion vers des décideurs politiques et économiques. Toute atteinte à l'intégrité des connaissances diffusées peut avoir des conséquences graves, notamment en minant la légitimité des

institutions, en sapant la confiance publique et en compromettant le potentiel d'innovation.

L'auteur met particulièrement l'accent sur le rôle central de l'intégrité académique dans la fiabilité des décisions stratégiques, qu'elles soient économiques, environnementales ou politiques. Il illustre, par des exemples concrets, comment la prolifération de la fraude académique peut stériliser l'effort d'innovation, en orientant les ressources vers des projets non viables fondés sur des données falsifiées. En ce sens, il ne s'agit pas seulement d'un enjeu académique interne, mais d'une problématique de sécurité économique et d'influence à l'échelle sociétale. Jeanne plaide pour une reconnaissance accrue de la responsabilité sociétale académique, en soulignant que seules des pratiques rigoureuses et transparentes peuvent garantir la pertinence et la légitimité des contributions scientifiques dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté.

Nicholas Jobidon explore la nécessité de définir clairement les rôles des différents gardiens de l'intégrité académique afin d'éviter les zones d'ombre et les responsabilités diffuses qui affaiblissent la lutte contre la fraude et le plagiat. Il souligne que les institutions, les enseignants et les étudiants doivent partager une responsabilité collective, en s'appuyant sur des politiques institutionnelles explicites et des pratiques pédagogiques alignées sur les principes d'intégrité. L'émergence des nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle générative, rend cette clarification encore plus essentielle, car elle transforme les méthodes d'évaluation et complexifie la détection des infractions. Jobidon plaide ainsi pour une approche intégrée, combinant régulations formelles et engagement des acteurs académiques, afin de renforcer la confiance du public et assurer la crédibilité des institutions d'enseignement supérieur.

En conjuguant ces contributions riches et variées, ce numéro propose une réflexion approfondie sur les multiples défis auxquels l'intégrité académique est confrontée dans un monde en mutation rapide. Il ne s'agit pas simplement de dresser un état des lieux des problématiques actuelles, mais de mettre en lumière les mécanismes sous-jacents qui érodent la confiance dans les pratiques académiques, tout en identifiant des solutions concrètes pour restaurer et renforcer cette confiance. Les articles abordent une diversité de thématiques, allant de l'impact des technologies émergentes, comme l'intelligence artificielle générative, à l'analyse des dérives dans

le système de publication scientifique, en passant par la répartition des responsabilités entre les différents acteurs académiques.

Ce numéro offre des pistes claires pour renforcer la transparence dans les pratiques académiques, un élément essentiel pour préserver la légitimité des institutions d'enseignement et de recherche. La transparence concerne tant la déclaration d'outils technologiques utilisés dans la production scientifique que la clarté des processus d'évaluation et de publication. Elle s'accompagne de la nécessité d'une responsabilité accrue, où chaque acteur, des étudiants aux institutions, en passant par les enseignants, est appelé à contribuer activement à une culture d'intégrité. Cette approche partagée vise à combler les lacunes actuelles dans la gestion de la fraude et du plagiat, en favorisant une collaboration interdisciplinaire et interinstitutionnelle.

Enfin, ce numéro invite à repenser l'éthique académique à la lumière des transformations technologiques et éducatives qui redéfinissent le paysage de l'enseignement supérieur. Face à des défis tels que l'essor des outils numériques et la mondialisation croissante de la recherche, il devient impératif d'adopter une vision adaptative et proactive. Cela inclut la mise en place de cadres éthiques et juridiques solides, ainsi que l'encouragement de pratiques innovantes qui permettent à l'intégrité académique de rester un pilier central du progrès scientifique et éducatif. À travers ces réflexions et propositions, ce numéro s'inscrit comme un guide précieux pour accompagner les institutions et leurs acteurs dans la préservation des valeurs fondamentales de l'académie dans un monde en constante évolution.

Bonne lecture à tous !